

Cahiers des Amériques latines

96 | 2021

L'État plurinational de Bolivie

Dossier. L'État plurinational de Bolivie

Introduction. « La Bolivie d'Evo Morales » : éléments pour une socio-histoire immédiate

FRANÇOISE MARTINEZ ET FRANCK POUPEAU

p. 23-46

<https://doi.org/10.4000/cal.12448>

Texte intégral

- ¹ Après une année de crise politique et quatre reports de la date du scrutin au motif de la crise sanitaire, les élections générales du 18 octobre 2020 ont donné une large victoire à Luis Arce Catacora, candidat du Movimiento al Socialismo (MAS) et ancien ministre de l'Économie, qui l'a emporté dès le premier tour avec 55,10 % des voix¹. Pourtant, un an plus tôt, le 10 novembre 2019, à 9 heures du matin, Evo Morales, accompagné de son vice-président Álvaro García Linera depuis près de quatorze ans, annonçait sa démission. Nombre d'observateurs de la société bolivienne étaient alors restés perplexes devant leur écran de télévision : la confusion des événements, la soudaineté de la chute avaient de quoi désorienter. Difficile d'imaginer alors la Bolivie sans Evo Morales : pronostiqué vainqueur dans les sondages, pour ses résultats économiques notamment, il était sous le feu des critiques, et cela bien avant sa volonté d'être réélu, malgré un référendum constitutionnel perdu en 2016 dans des conditions litigieuses. Mais, surtout, pourquoi partait-il ? Tandis que certains crièrent à la « fraude électorale », l'amenant à fuir, d'autres dénoncèrent le « coup d'État » l'obligeant à s'exiler. Les deux thèses se sont affrontées, irréconciliables,



mais plaçant toujours la figure du leader au centre des débats.

2 Il faut dire qu'Evo Morales a symbolisé un processus politique inédit, autant par sa durée et son ampleur que par les résistances qu'il a suscitées. Le leader du Mouvement vers le socialisme (*Movimiento al Socialismo*, MAS) était parvenu à incarner l'unité des organisations sociales coalisées contre l'État néolibéral qui dirigeait la Bolivie depuis les années 1980. Mais s'il avait pu organiser une dynamique protestataire susceptible de faire converger les luttes sociales vers un objectif électoral unique, ses efforts pour nationaliser les richesses naturelles et permettre une reconnaissance de la diversité ethnique – par des politiques tournées vers le monde rural et la représentativité des secteurs indigènes – n'avaient jamais reçu l'approbation des franges les plus conservatrices de la société. Rien d'étonnant non plus à ce que cette « personnalisation » du pouvoir et son usure, au bout d'une période de stabilité inédite pour le pays, aient également suscité, jusque parmi les soutiens des premières années, des réactions de rejet souvent aussi affectives que porteuses d'amnésie politique – comme s'il fallait tout jeter, en bloc. Comme s'il était impossible de parler sereinement de « la Bolivie d'Evo Morales », d'analyser les indéniables avancées socio-économiques ou de critiquer les limites inévitables du bilan.

3 La personnalité publique d'Evo Morales n'est sans doute pas étrangère à cette polarisation des débats : l'humble dirigeant syndical issu des zones de culture de la coca, considéré par les membres de larges secteurs populaires comme le seul à pouvoir s'intéresser à eux et les représenter, s'était converti pour les autres en un dirigeant arrogant, imbu de son pouvoir et de ses prérogatives – son portrait et son nom figurant sur la plupart des initiatives publiques affichées dans le pays, qu'il s'agisse du téléphérique de La Paz ou des panneaux vantant l'inauguration ici une école, là-bas d'un hôpital ou d'une *canchita* (terrain de foot synthétique) dans un village éloigné de l'Altiplano. Pourtant, il n'est pas possible de réduire cette longue expérience de gouvernement à un simple « culte de la personnalité » tant les transformations qui l'ont accompagnée sont manifestes et importantes, dans tous les domaines de la vie sociale, culturelle, économique ou politique. Et en effet, si des bilans ont été dressés tous azimuts à la suite du premier tour des élections générales de 2019², puis de la « destitution forcée » de Morales, tâchant de l'expliquer ou de la justifier *a posteriori*, ils ne sauraient s'imposer comme les seules lectures de ce passé proche. Ils ne sauraient en particulier se substituer à une analyse de plus long terme susceptible de redonner à la période son épaisseur historique. Ils ne sauraient, enfin, taire les abus d'un gouvernement dit « transitoire », installé au pouvoir de novembre 2019 à octobre 2020, avec la ferme intention que l'ère du MAS soit reléguée à un passé révolu. Il a pour cela mené une véritable chasse aux sorcières et, paradoxalement, a été aidé par la crise sanitaire liée à la Covid-19, qui a conduit le Tribunal suprême électoral (TSE), l'organe chargé d'organiser et de superviser les élections en Bolivie, à repousser quatre fois les dates de nouvelles élections.

4 Au-delà des vagues de production de travaux situés et tendanciellement opposés, les impossibles verdicts d'« échecs » ou de « réussites » des gouvernements Morales amènent à se demander si l'interprétation et l'évaluation d'un tel processus – officiellement présenté puis communément désigné, au fil des années, comme *proceso de cambio* (qu'on pourrait traduire par « processus de transformation sociale ») – n'échappent pas par nature à l'analyse immédiate. Si Antoine Prost [2000] plaide pour une socio-histoire du temps présent nécessairement « bancale, boiteuse, incomplète, inachevée », cela ne veut pas dire qu'il soit impossible d'aborder un tel processus de façon méthodique et rigoureuse, en utilisant les acquis



cumulés des sciences humaines et sociales. La perspective d'une socio-histoire immédiate présentée ici valorise à la fois l'approche sociologique dans l'attention qu'elle porte aux relations de pouvoir et aux liens entre les hommes et les groupes, et les méthodes de l'histoire comme travail d'analyse des traces d'un passé en train de se construire comme tel. Pour ne céder ni à la vision enchantée du *proceso de cambio* promue par le gouvernement, ni au dénigrement systématique de ses opposants, il s'agit tout d'abord de déterminer ce dont il est question à travers ce processus, qui a tout de l'objet préconstruit et imposé à la réflexion par la force de l'actualité politique. L'un des enjeux principaux est donc celui de dépasser les visions antagonistes, sans pour autant s'engager dans une discussion théorique sur les critères possibles d'un « bon gouvernement » ou dans des comptages économiques et juridiques sur la « mesurabilité » de l'action publique.

- 5 La perspective choisie est tout d'abord de s'inscrire dans la cumulativité des recherches sur la Bolivie, afin de prendre en compte l'espace des points de vue académiques et politiques, et d'y replacer le projet de socio-histoire esquissé ici. Cette perspective réflexive permet alors d'analyser les ressorts des prises de position existantes sur le *proceso de cambio*, et les biais qu'ils induisent – en particulier la « volonté d'évaluation » de ce qui a été fait ou de ce qui n'a pas été fait, qui génère des jugements souvent très partiels sur ce *proceso*, considéré tantôt à moitié plein, tantôt à moitié vide, selon les orientations politiques adoptées. Mais cette socio-histoire permet aussi de dégager ce qui, dans les travaux existants comme dans les transformations des structures sociales, constitue sans doute le fait majeur de cette expérience de gouvernement : l'institution, complexe et conflictuelle, d'un État plurinational, qui se présente comme l'« acte inaugural » d'une nouvelle Bolivie, avec la reconnaissance de ses peuples, dits « originaires », et son économie plurielle. Il s'agit donc de penser non seulement l'objet lui-même au cœur de ce dossier, l'État plurinational et sa mise en place, mais aussi les façons de l'aborder dans ce temps présent, immédiat, accéléré. Apparaît ici une autre piste de recherche sur le *proceso de cambio* : le considérer dans sa dimension historique de projet politique de transformation sociale et de refondation politique, sans tenter d'évaluer l'existant à l'aune de « ce qui a été fait » ou non en termes de politiques publiques. C'est en ayant conscience de l'incomplétude inévitable d'un tel projet qu'il devient alors nécessaire de mobiliser les outils des sciences sociales, sources et enquêtes empiriquement fondées, et de confronter la perspective socio-historique aux aléas de l'immédiateté.

Une socio-histoire qui a une histoire...

- 6 Il est difficile de penser un processus politique quand son histoire s'accélère, qu'il est interrompu, désavoué ou, au contraire, encore soutenu par des pans entiers de la population invisibilisés par le discours médiatique dominant ; quand les passions s'exacerbent autour de ce qu'il a été et de ce qu'il pourrait devenir. Voici pourtant deux décennies que les travaux se multiplient pour observer, analyser, disséquer, anticiper les transformations politiques à l'œuvre en Bolivie.
- 7 La reconnaissance et la promotion de la diversité, déjà très présentes dans les déclarations politiques et la réforme éducative des années 1990 [Martinez, 2005], avaient permis à la Bolivie d'être officiellement déclarée « multiethnique, plurilingue et multiculturelle » dans le premier article de sa Constitution de 1994. Ces transformations prirent une autre dimension politique à partir des années 2000, avec la multiplication de conflits sociaux, environnementaux et ethniques, la montée en



puissance fulgurante d'un nouveau parti politique, le MAS, et la carrière d'Evo Morales – lui qui remporta une victoire électorale historique en décembre 2005, en atteignant une majorité absolue jusque-là inédite dans l'histoire de la jeune démocratie andine (53,7 %), alors qu'il était encore ouvertement méprisé par les élites politiques du pays. Jamais un candidat n'avait été élu dès le premier tour, ni porté par une sympathie aussi forte que l'était, dans le même temps, l'incompréhension des secteurs les plus conservateurs qui ne lui laissaient pas un an pour échouer. Jamais une mobilisation sociale de cette envergure, rejetant les politiques néolibérales antérieures, n'avait porté une telle ambition de recomposition des élites gouvernantes et de refondation du pays. Les peuples dits « originaires », traditionnellement écartés des accès aux postes de pouvoir, se trouvaient désormais reconnus et protagonistes de la politique nationale. Jamais enfin l'ambition de transformer les rapports de force géopolitiques antérieurs, en tournant le dos aux États-Unis et en portant un discours écologique radical, n'avait été aussi marquée. Le soutien dont bénéficiait le nouveau gouvernement se trouva renforcé par le référendum révocatoire de 2008 où 67 % des votants décidèrent du maintien au pouvoir d'Evo Morales ; et encore en 2009, avec, d'une part, l'approbation d'une nouvelle constitution par référendum, et d'autre part, une élection présidentielle encore remportée à la majorité absolue avec 64 % des voix, puis enfin une seconde réélection en 2014, obtenue cette fois avec 61 %.

8 La prise de fonction du binôme Evo Morales - Álvaro García Linera, en janvier 2006, signifia la mise en place d'un « gouvernement des mouvements sociaux » [Do Alto & Stefanoni, 2008]. Celui-ci annonça un agenda issu des mobilisations qui l'avaient porté au pouvoir (assemblée constituante, nationalisation et industrialisation des ressources naturelles), et un ambitieux programme politique visant à transformer la société bolivienne, à réduire les inégalités et à transformer les rapports sociaux existant entre les différents groupes ethniques du pays. À l'encontre de la vision univoque et homogène du *proceso de cambio* valorisée par le discours officiel ou dénigrée par les opposants au gouvernement, ce dossier prend le parti de maintenir une pluralité d'éclairages, qui peuvent diverger dans ce qu'ils choisissent de mettre en exergue mais sans s'exclure les uns les autres. Car la question est bien de comprendre quelles ont été les transformations de la société bolivienne ; quels en ont été les ressorts, les dynamiques, et parfois les contradictions ou les inachèvements. Bien sûr, la rhétorique du changement a pu fonctionner comme un slogan et une stratégie discursive, mais elle ne fut pas pour autant un vain mot. D'une part, elle s'est appuyée sur un agenda politique fourni et sur des réformes de fond ; d'autre part, elle a permis d'instaurer de nouvelles structures et de nouveaux rapports sociaux. De sorte que quiconque a connu la Bolivie du *xxe* siècle peut dire que ce qu'il voit en 2020 est une « autre » Bolivie [Suárez, 2018]. Laurent Lacroix et Claude Le Gouill [2019] ont bien décrit l'ampleur et la diversité des mesures initiées, avec la nationalisation des hydrocarbures, dès le mois de mai 2006, le retour en gestion publique du service d'eau de La Paz et d'El Alto en 2007 et, plus généralement, un contrôle croissant de l'État sur la gestion des ressources naturelles. Des politiques de redistribution sociale, à travers des *bonos* (pour les enfants scolarisés, pour les retraités, pour les femmes enceintes), furent mises en œuvre grâce à la récupération des revenus générés par la nationalisation des hydrocarbures. Ils ont pu montrer aussi des manques ou des insuffisances, en matière de services publics, de lutte contre la corruption, de sécurité alimentaire, d'industrialisation, etc. Mais quelles que soient les appréciations des résultats, elles-mêmes étroitement liées aux espoirs et attentes suscités ou, au contraire, aux suspicions et craintes formulées, l'histoire



nationale s'en est trouvée bouleversée.

9 James Dunkerley [2003] avait déjà souligné que, parmi les révolutions nationales qui marquent l'histoire du continent au milieu du xx^e siècle, la Révolution bolivienne de 1952 montrait le plus grand degré de politisation prolétarienne et la plus conséquente mobilisation des masses. Considérant le pays comme le « maillon faible de la chaîne du capitalisme international », il voyait deux issues possibles aux agitations et revendications politiques du tournant du xx^{ie} siècle. On ne pouvait pas exclure celle d'un autre coup d'État militaire, mais, précisait-il, « ce qui est certain est qu'une autre alternative politique – un massif mouvement politique vers le socialisme – a des racines fortement implantées et continue de constituer une possibilité vitale ». En dépit des traits communs [Nicolas & Quisbert, 2014], le projet socialiste, qui anime Evo Morales lorsqu'il arrive au pouvoir en 2006, n'est évidemment pas le même que celui qui a chamboulé le pays plus d'un demi-siècle plus tôt. Mais il se présente aussi comme une « révolution » [Suárez, 2009] et son processus de refondation s'inscrit dans une durée encore inégalée. En ce sens, les quatorze années de l'expérience de gouvernement du MAS et d'Evo Morales, à la suite d'un long cycle insurrectionnel, constituent un moment historique comparable à nombre de bouleversements révolutionnaires qui se sont produits dans les Amériques et dans le monde.

10 Cette révolution « par le bas » a été portée par des formes d'autogouvernement (communautaires, syndicales, *vecinales*³) et a relayé des revendications populaires (indigènes, nationalistes, anticapitalistes) qui ont commencé à émerger depuis les années 1980. Elle a permis une conquête électorale du pouvoir qui s'est traduite par une dynamique de transformations de grande ampleur, aussi bien économiques que juridiques ou culturelles [Arbona *et al.*, 2016]. Elle s'est incarnée dans la volonté de construire un État fort [Tsolkis, 2010], ayant pour objectif de redistribuer les richesses – principalement issues de l'exploitation des ressources naturelles –, mais aussi de réhabiliter les populations indigènes, encore largement discriminées dans le pays et de lutter contre l'extrême pauvreté. La contradiction d'un tel projet est vite palpable : un État peut-il se consolider en se dépossédant de ses attributions en faveur des formes d'auto-organisations qui ont originellement contribué à sa dynamique politique ? Quels sont les enjeux et les possibilités, dans ce contexte, du projet de « refondation » et de la mise en place d'un État plurinational ? Ces questions gagnent à être posées en croisant les réflexions disciplinaires qui conditionnent souvent les objets et leurs approches. Réfléchir sur le passé immédiat de ces transformations profondes implique d'explicitier des filiations théoriques, de parvenir à des définitions communes, de s'entendre sur des « déroulements d'intrigues » [Veyne, 1971] dont les sources sont parfois encore à venir (procès en cours, intérêts de lobbies), de mêler les lectures des interactions sociales observées, de les réinsérer dans les rapports sociaux de domination.

11 Cette expérience de gouvernement, qui faisait écho au « retour des gauches » du début du xx^{ie} siècle à l'échelle continentale, a attiré le regard de tous les analystes des changements politiques en Amérique latine. Combien de livres, d'articles ou de thèses ont-ils été consacrés à « la Bolivie d'Evo Morales » depuis 2006 ? Son arrivée au pouvoir n'a pas seulement suscité une effervescence médiatique, généralement bienveillante, envers celui qui a été rapidement qualifié de « premier président indigène de la Bolivie ». Elle a aussi engendré une littérature académique et militante qui s'est développée de façon exponentielle. On reviendra plus en détail sur le développement considérable des publications, nationales et internationales, sur la tentative de refondation du pays, et sur la reconnaissance politique des populations



dites « originaires-indigènes-paysannes », qui se cristallisent dans la Constitution de 2009. Ce qui est relativement nouveau à partir des années 2000 et avant son accès au pouvoir, c'est l'apparition de travaux de sociologie et de science politique, en rupture avec les paradigmes néolibéraux, sur les mobilisations qui agitent la vie politique du pays. Les travaux du groupe *Comuna*, en particulier, ont relu le passé national et tenté de penser le présent à partir des pratiques des organisations sociales et de la conflictualité politique [García Linera *et al.*, 2000]. Les études se sont multipliées sur l'émergence des populations rurales en politique et le rôle du MAS [Do Alto & Stefanoni, 2008 ; Zuazo, 2008 ; Laserna *et al.*, 2009 ; García Orellana, García Yapur *et al.*, 2014], sur les insurrections indigènes [Hylton & Thomson, 2007], sur les guerres de l'eau et du gaz, de 2000 et 2003 respectivement, et les conflits liés à la gestion des ressources naturelles et des services urbains [Forster & Irusta, 2003 ; Kohl, 2004 ; Perreault, 2006 ; Laurie & Crespo, 2007 ; Spronk, 2007 ; Poupeau, 2008 ; Farthing & Kohl, 2014], ainsi que sur les formes d'organisation générées par l'émergence des organisations sociales à l'origine des mobilisations [Gill, 2000 ; Widmarck, 2003 ; Mamani, 2005 ; Lazar, 2008]. Elles entraient alors en résonance avec le mouvement altermondialiste international qui renouvelle la littérature sur ces thématiques, à la recherche de nouveaux modèles de société.

12 Un panorama aussi bref est évidemment réducteur, et on peut mentionner les travaux antérieurs et fondateurs d'Albó, Greaves & Sandoval [4 volumes entre 1981-1985] sur La Paz, de Calderón & Szmukler [1982] sur la « politique dans la rue », ou de Sandoval & Sostres [1989] sur El Alto. On peut signaler aussi la vitalité d'une anthropologie historique et sociale qui s'est ouverte non seulement à la dimension politique et économique de la vie des communautés de l'Altiplano [Bouysse *et al.*, 1987 ; Abercrombie, 1998 ; Harris, 2000 ; Albó 2002] – jusqu'alors souvent réduites à des entités stables et fermées –, mais aussi aux régions d'Amazonie [Saignes 1985, 1990, 2007 ; Combès, 2005] et aux mouvements indigènes qui y ont émergé dès les années 1990. Autant de textes que les communautés et leurs intellectuels ont su se réapproprier dans leurs affirmations identitaires. Parmi les nombreuses publications, l'impressionnante *Qaraqara-Charka* [Platt *et al.*, 2006] a marqué une étape importante de ce renouveau des recherches. Reste que la majorité des travaux menés dans les années 1990 en sciences sociales tendait à accompagner les réformes néolibérales du pays (qui les finançaient en grande partie), en s'attachant aux processus de décentralisation, aux autonomies indigènes et aux monographies de communautés promues comme modes de gestion politique parallèles au désengagement de l'État [Poupeau, 2009]. Une multiplicité d'approches régionales (géographie, anthropologie, etc.) a ainsi été encouragée afin de penser la Bolivie dans sa diversité territoriale et ethnique, avec le rôle central des programmes de recherche du PIEB (Programa de Investigación Estratégica en Bolivia), financé par la coopération néerlandaise, qui a permis à de nombreux chercheurs boliviens en sciences humaines de mener leurs travaux sur de longues périodes.

13 Le projet intellectuel des *Subaltern Studies* a trouvé dans l'histoire bolivienne un terrain fertile. La volonté d'en finir avec l'élitisme d'une historiographie considérée comme « colonialiste », de ne plus penser les mouvements d'indépendance ou les phénomènes de résistance populaires comme les résultats d'une mobilisation du haut englobant progressivement le bas, avait déjà fait son chemin. L'expérience du THOA (Taller de Historia Oral Andina), dirigé par Silvia Rivera, a consisté à faire du peuple – et en particulier de la « nation aymara » – le sujet de sa propre histoire⁴. Ce projet a suscité une relecture des rébellions indigènes, désormais pensées non plus comme



des explosions de violence plus ou moins irrationnelles, mais bien comme des processus de maturation organisationnelle et idéologique de communautés dotées de leur propre répertoire d'action collective. Cette histoire des luttes communautaires s'est opposée aux divers projets intellectuels et politiques consistant à résoudre le « problème indien » par le blanchiment, comme l'avaient souhaité les libéraux au début du *xxe* siècle [Martinez, 2010], ou par le « métissage » ensuite [Salmón, 1997 ; Sanjinés, 2005], en visant toujours l'assimilation des masses aux secteurs hégémoniques. À la fin des années 1990, avec l'accueil à La Paz de représentants indiens et africains des *Subaltern Studies* dont Ranajit Guha, et la traduction de textes de leur école de pensée [Barragán & Rivera, 1997], le débat autour des études postcoloniales rencontra un certain succès. Il sembla sceller l'alliance entre un monde intellectuel codé « indianiste » et un monde académique plus traditionnel, disposés à penser ensemble les identités hybrides et mouvantes, participant ainsi de l'effervescence intellectuelle et politique du pays.

14 Cette effervescence s'est trouvée démultipliée par le cycle de mobilisations des années 2000 qui renvoyait, certes, aux structures communautaires (des régions de l'Amazonie et de l'Altiplano), mais qui était surtout animé par des coalitions de mouvements sociaux agissant essentiellement dans les centres urbains, les organisations populaires y jouant notamment un rôle de tout premier plan. L'essor d'une socio-histoire urbaine spécifiquement bolivienne, à partir des années 2000, a ainsi exprimé la volonté de comprendre les inégalités qui structuraient le pays, et en particulier, les périphéries en expansion dans un pays devenu majoritairement urbain [Guaygua *et al.*, 2003 ; Goldstein, 2004 ; Arbona & Kohl, 2004 ; Ledo, 2005 ; Achi & Delgado, 2007 ; Cajías *et al.*, 2007 ; Cielo & Redner-Céspedes, 2008 ; Durán *et al.*, 2007 ; Guaygua *et al.*, 2011 ; Perales Miranda 2008, 2014]. Ce sont aussi les structures de l'emploi urbain qui ont fait l'objet d'une attention spécifique (de la part des cabinets d'expertise officiant pour les institutions publiques), et notamment l'économie informelle et ses effets sur l'économie familiale [Wanderley, 2009].

Du *proceso* à moitié plein... au *proceso* à moitié vide

15 La Bolivie, cette *terra incognita* qui fascinait les voyageurs du *xixe* siècle et qui est restée un terrain de recherche assez peu travaillé jusqu'à la fin du *xxe* siècle – à l'exception peut-être de quelques événements jugés majeurs depuis l'Indépendance, comme la guerre du Chaco ou la Révolution de 1952 – est ainsi devenue, en ce *xxi*e siècle, un observatoire privilégié des mouvements sociaux latino-américains, et la loupe grossissante de phénomènes observables ailleurs dans le continent. Mais les chercheurs des vingt dernières années, intéressés par l'étude et la compréhension du « temps présent » bolivien, ont ainsi pu avoir la sensation que tout allait très/trop vite, et que les réformes, leurs effets, les tensions, les rapports sociaux, les changements de mentalité, avaient toujours une longueur d'avance sur le discours de bien des experts. La littérature publiée en sciences sociales a ainsi couru le risque d'être très vite périmée, balayée par les analyses de la réforme suivante, l'abandon d'un projet ou le constat de nouveaux espaces de négociation.

16 Elle a surtout connu deux périodes relativement distinctes : la première, où la fascination exercée par le cycle de protestations des années 2000 puis l'engouement pour l'arrivée au pouvoir du « premier président indigène de Bolivie » laissaient peu de place à l'analyse critique ; la seconde, après le conflit du Tipnis d'août à



octobre 2011 – un projet de route destiné à désenclaver le Beni mais qui traversait un parc naturel, le Territorio Indígena y Parque Nacional Isiboro-Sécure –, à partir duquel le milieu académique comme les ONG n'ont cessé de remettre en cause les orientations du gouvernement, qualifiées de « développementalistes » et d'« extractivistes ». Dans le sillage de la critique néo-marxiste [Webber, 2011], il fallait alors démontrer que les politiques menées n'étaient qu'une continuation du néolibéralisme par d'autres moyens, et donc qu'Evo Morales, qui portait les « droits de la terre-mère » dans les arènes internationales, menait un double discours qui trahissait la cause qu'il défendait. Cette critique a, sans doute bien involontairement, fait le jeu d'une opposition politique, néolibérale sur le plan économique, et conservatrice sur le plan des mœurs, de la morale et des relations ethniques, qui a su instrumentaliser une thématique écologique dont elle se souciait fort peu auparavant, au point d'accuser Evo Morales, en octobre 2019, d'être « vendu » aux intérêts d'un capitalisme international dont la critique avait pourtant été son propre fonds de commerce.

17 Ce sont tout d'abord les institutions internationales qui ont promu des travaux de synthèse sur les effets du *proceso de cambio*, soit par demande directe d'expertises, soit à travers le financement de centres de recherche boliviens. De nombreux rapports techniques ont ainsi constitué les sources principales d'information pour les chercheurs sur la Bolivie, complétant de la sorte les données des institutions officielles, parmi lesquelles l'Institut national de la statistique (INE), chargé d'exploiter les recensements de 2001 et 2012⁵. Cette expertise internationale, qui n'hésitait pas à mobiliser des auteurs nationaux, avait pour objectif de dépasser les partis pris des essayistes anti-MAS, comme des publications officielles, et d'en finir donc avec les « idéologies » – une négation apparente de la politique pourtant loin d'être neutre politiquement.

18 Le Programme des nations unies pour le développement (Pnud) et l'ONG Oxfam ont ainsi confié au politiste et spécialiste de la région andine John Crabtree, chercheur associé au Latin American Center de l'université d'Oxford, deux études conséquentes. La première [Crabtree *et al.*, 2009] réunissant certains des spécialistes les plus reconnus de la Bolivie, tels l'anthropologue Xavier Albó, l'économiste (et directeur de la Banque centrale de Bolivie entre 1995 et 2006) Juan Antonio Morales Anaya, les sociologues Luis Tapia et Fernanda Wanderley, ou l'historienne Rosanna Barragán. Le volume insiste sur la pluralité des points de vue concernant la refondation nationale entreprise par le premier gouvernement Morales, et sur les « tensions irrésolues » qui, à ce moment-là, traversaient le processus. La seconde publication [Crabtree *et al.*, 2013] s'appuie sur un travail de terrain mené dans diverses régions de Bolivie pour mettre l'accent sur les antagonismes croissants entre l'État et les différentes composantes de la « société civile » qui ne sentiraient pas leurs intérêts tout à fait pris en compte. Ces deux publications, qui interviennent respectivement à la fin des deux premiers mandats d'Evo Morales, se caractérisent par une volonté d'expertises plurielles dont le fil directeur renvoie cependant à un thème que les *think tanks* conservateurs se sont en partie approprié : la division du pays, provoquée par l'irruption des organisations sociales, et du MAS sur la scène politique nationale.

19 Ce thème constitue aussi la trame d'un autre livre collectif édité par Nelson González Ortega [2017], dans lequel des papiers plus techniques, issus d'univers académiques internationaux (même si l'on retrouve aussi l'ancien président de la Banque centrale de Bolivie ou l'ancien vice-président Carlos Mesa) sont réunis pour montrer dans quelle mesure les changements observables dans la société bolivienne



du ^{xxi}e siècle sont le produit de la déstructuration du système politique et des élites traditionnelles par les politiques libérales à partir des années 1980, et surtout par le cycle de mobilisations qu'elles ont engendré : la « recomposition » de l'État-nation sous l'emprise du MAS serait alors un processus contradictoire, dans lequel les dimensions « positives » – comme la reconnaissance d'une citoyenneté à part entière des populations indigènes – iraient de pair avec une autonomisation de la « société civile » permettant à celle-ci de résister à l'hégémonie du parti au pouvoir. Élargir la perspective historique suggère alors de replacer les changements dans des dynamiques qui dépassent les politiques mises en œuvre par les gouvernements.

20 Un troisième ouvrage collectif, coordonné par le consultant social Henry Oporto [2015], regroupe principalement des économistes (Roberto Laserna, etc.) et des personnalités politiques et intellectuelles (l'éditeur José Antonio Quiroga, l'ancien vice-président Víctor Hugo Cárdenas, en fonction de 1993 à 1997, ou encore l'ancien ministre des Affaires indigènes et Peuples originaires de 2004 à 2005, Ricardo Calla) alors plutôt hostiles au gouvernement. On y attribue les quelques changements positifs observables à une conjoncture internationale rendue favorable par le cours des hydrocarbures, qui aurait conforté la base extractiviste de l'économie bolivienne. Mais au final, le pays n'aurait pas changé : il resterait « en retard », peu compétitif et entravé par l'informalité, la contrebande et le narcotrafic. L'absence d'un véritable État de droit saperait les fondements de la vie sociale, des libertés publiques et des garanties juridiques formellement proposées par la Constitution plurinationale. Il faudrait ainsi un « changement de modèle » pour « récupérer la démocratie », comme le scandera le slogan lors des manifestations contre le gouvernement en novembre 2019.

21 Sans prétendre à l'exhaustivité, ces trois ouvrages publiés par la principale maison d'édition du pays, Plural, sont révélateurs d'un travail critique mettant l'accent sur des bilans mitigés ou des espoirs déçus, ce qui est peu à peu devenu la norme des publications académiques de ces dernières années sur la Bolivie. Le contrepoids d'une production intellectuelle plus favorable au gouvernement ne fut plus guère assuré que par les publications de quelques ministres ou personnalités convaincues et celles du vice-président lui-même sur ses visions de la nation, ses thèses sur l'État post-capitaliste ou la géopolitique de l'Amazonie [García Linera, 2011, 2012, 2013, 2017 ; Quintana, 2016].

22 Il faudrait ici une socio-histoire systématique des intellectuels et du champ intellectuel pour comprendre ce qui a pu « déplacer » la focale ou, plus précisément, alimenter les « déplacements » de nombre d'universitaires, passés en quelques années de compagnons de route à critiques radicaux d'un « régime » que certains iront jusqu'à taxer de « dictature » – la Bolivie rejoignant alors le Brésil de Dilma Rousseff ou le Venezuela de Hugo Chávez dans la liste des pays honnis. Plusieurs hypothèses peuvent être avancées pour tenter de comprendre ces véritables « conversions » [Kestel, 2012] : les déceptions évidentes, pour certains, face à un projet fantasmé qui ne s'avérait ni aussi rapide ni aussi radical que prévu, et le sentiment d'idéaux « trahis » ; l'impact, pour d'autres, de financements internationaux conditionnant la recherche et promouvant d'autres prismes d'analyses ; l'amertume, pour d'autres encore, de rester à l'écart des postes de pouvoir auxquels ils semblaient pouvoir prétendre, en ayant le bon âge, la bonne formation et la bonne appartenance sociale. En effet, en donnant leur place à des nouveaux venus dans l'espace politique (femmes et indigènes), le gouvernement a rompu avec la reproduction attendue des élites traditionnelles qui ne possédaient plus les capitaux requis pour accéder aux meilleures places. Ce processus a ainsi créé



un décalage entre les espérances et les chances objectives d'accéder à un poste (politique, académique, etc.), ce qui constitue, on le sait, l'un des principes structurants des engagements intellectuels [Bourdieu, 1984] susceptibles de générer une « *intelligentsia* prolétaroïde » [Weber, 2003, p. 270] potentiellement réactionnaire et porteuse d'une « intense passion éthique et religieuse » qui préfigure ici le « retour de la Bible au Palais »⁶. Ainsi, certains intellectuels, initialement proches du MAS et disposant d'une certaine visibilité académique, ont pu s'orienter vers des thématiques facilement récupérables par l'opposition, voire par une extrême-droite, niant, par exemple, la légitimité de tout rassemblement protestataire au nom d'une « pureté politique » dont se revendiquait précisément le gouvernement *de facto* depuis novembre 2019. Sans leur attribuer plus d'importance qu'ils n'en ont eue, une telle conversion d'une partie du monde académique a assurément contribué à l'imposition de certaines catégories de pensée visant à discréditer toute action gouvernementale [Le Gouill, Cortinas & Poupeau, 2019]. Les semaines qui ont suivi la démission d'Evo Morales ont vu aussi se multiplier des analyses rapides, pointant les « insuffisances » du régime et mettant en scène la prédictibilité de la fin de « l'évisme ». À ces réécritures *a posteriori* de l'histoire s'est ajouté, au cours de l'année 2020, un ensemble de formulations injurieuses et de propos racistes qui ont réactivé, à la radio, dans la presse, à la télévision comme dans les réseaux sociaux, l'image de l'Indien sauvage n'ayant pas sa place dans la modernité urbaine. Elles ont ressuscité ce *pueblo enfermo* pointé du doigt par Alcides Arguedas, en désignant comme tels les opposants et manifestants, redevenus au fil des manifestations, des « hordes sauvages », infectées et contagieuses, des « bêtes humaines » pour reprendre le terme de Rómulo Calvo [2020], président du Comité Cívico de Santa Cruz. Dans ces discours, et quels qu'en soient les motifs, raisonnés ou non, le MAS est devenu la nouvelle figure de « l'anti-nation ».

23 Si la pluralité des projets lancés tout au long des quatorze années au pouvoir tend ainsi à être occultée par la convergence des critiques académiques, médiatiques et partisans, il n'en reste pas moins que le premier mandat du MAS (2006-2009) a marqué les esprits, du fait de la rupture institutionnelle qu'il a réalisée : dans le prolongement de l'« agenda d'octobre », promulgué par les mouvements sociaux à la suite de la « guerre du gaz » de 2003, il a permis la convocation d'une Assemblée constituante, qui avait pour objectif d'impulser la reconstruction d'une identité nationale à partir de la reconnaissance de la multiplicité culturelle et de la fusion des cosmovisions. Au bout de deux années de conflits, notamment avec l'opposition régionale et ses projets d'autonomie symbolisés par la dénomination de *media luna*⁷, cette assemblée a débouché sur la mise en place d'un État plurinational, promouvant la reconnaissance politique, économique et culturelle des peuples dits « originaires », ou plus exactement « originaires-indigènes-paysans ». Cette refondation constituante a capté, au tournant des années 2010, l'attention de la plupart des observateurs [Tsolakis, 2010 ; Schavelzon, 2012], au point parfois d'y voir l'avènement d'un « État indigène » [Postero, 2017].

L'instauration de l'État plurinational : vers quel système socio-économique ?



Il serait vain de prétendre embrasser de façon exhaustive toute la production de ces dernières années sur l'État plurinational bolivien, qui pourrait elle-même être mise en regard avec l'expérience équatorienne et l'abondante littérature à laquelle

celle-ci a également donné lieu pour cet autre pays andin. La synthèse, même sélective, qui est présentée ici de la production en sciences sociales a cependant pour objectif de faire ressortir les perceptions de cet État plurinational et des choix, notamment économiques, qu'il a été amené à assumer, sans revenir sur les conditions de son avènement ou sur les détails de son fonctionnement, qui justifieraient des développements à part entière.

25 L'accès aux postes de pouvoir de groupes qui en étaient traditionnellement exclus est un marqueur incontestable du premier mandat d'Evo Morales de 2006 à 2009 [García Orellana & García Yapur, 2010 ; Zegada *et al.*, 2011]. Les actes symboliques, consistant par exemple à mettre, dès 2006, une femme indigène à la tête du ministère de la Justice, trouvent dans la nouvelle constitution de l'État plurinational une légitimation institutionnelle. Ce changement s'inscrit également dans une idée de juste renversement des choses, avec une volonté non de revanche mais de réparation, comme Morales le déclare lors de son premier discours aux Nations unies. À l'instar de la dénonciation des *Cinco siglos igual* de l'Argentin León Gieco, lors des célébrations de 1992, le mandataire bolivien y dénonce cinq siècles « de mépris et de haine » et annonce la fin de ce temps d'oppression : « Nous avons été considérés comme des sauvages, comme des animaux et, dans certains endroits, condamnés à l'extermination. C'est grâce à notre conscience, à notre soulèvement et à notre lutte pour les droits des peuples, que je suis arrivé là où nous en sommes, pour réparer un tort historique, pour réparer les torts de cinq cents ans. » [Morales, 2006b, notre traduction].

26 La tentative pour concilier la rupture avec le passé et le maintien de l'unité nationale s'incarne dans le projet de « décolonisation de l'État » et de promulgation du « Bien vivre » (*Buen Vivir*) comme principe organisateur de la vie sociale, sur lequel se sont focalisés un nombre considérable d'auteurs : R. Zibechi, A. Acosta, J. Vanhulst, E. Gudynas, M. León, A. Wilhelmi, M. Gandarillas, D. Bonilla Maldonado, J.M.T. Blasco, F. Houtart, V.B.S. de Zaldivar, P. Dávalos, R. Merino, C. Walsh, pour ne citer que quelques-uns ayant développé des travaux sur ce thème. Ce projet se présente comme une alternative à l'hégémonie du modèle civilisationnel exporté par la pensée occidentale depuis la période coloniale jusqu'à la fin du xxe siècle, en promouvant l'idée selon laquelle chacun peut « bien vivre » dans le respect de ses particularités ethniques, linguistiques et culturelles. L'enjeu n'est donc pas seulement autochtone, mais bien plurinational. La nouvelle Constitution politique d'État de 2009 revendique ainsi « les valeurs d'unité, d'égalité, d'inclusion, de dignité, de liberté, de solidarité, de réciprocité, de respect, de complémentarité, d'harmonie, de transparence, d'équilibre, d'égalité des chances, d'équité sociale et d'équité du traitement des deux sexes pour participer au bien-être collectif, à la responsabilité, à la justice sociale, à la distribution et redistribution des produits et biens sociaux pour vivre bien » (art. 8). Cette reconnaissance de la diversité et de la préservation du « vivre bien » pour tous devient, à l'issue du premier mandat du MAS, un motif récurrent des discours officiels, qui fait aussi l'objet d'une attention particulière des analystes – même pour montrer à quel point il a parfois du mal à s'inscrire concrètement dans les réformes engagées [Gadea, 2019].

27 La reconnaissance des communautés et des autonomies indigènes est sans nul doute l'un des apports incontestables de l'État plurinational de Bolivie, générant des attentes économiques particulières. Dans un souci de rupture avec les politiques antérieures qui privilégiaient le secteur privé international, contre l'État ou le soutien aux économies populaires, l'objectif est aussi de construire une économie plurielle dotée de quatre composantes – communautaire, nationale, privée et coopérative (art.



306 de la Constitution politique de l'État approuvée en 2009). Or, l'articulation de la politique économique avec les formes de cette économie plurielle est restée lettre morte, au point que certaines fractions les plus radicales de la gauche bolivienne ou internationale – aux côtés d'autres qui n'avaient jamais cru à une alternative – ont pu voir dans la politique qui a suivi la proclamation de l'État plurinational une poursuite à peine masquée des politiques néolibérales antérieures. Comme en Équateur, sous Rafael Correa, la gestion des enjeux environnementaux au tournant des années 2010 n'est pas pour rien dans la perception d'un décalage entre le texte et sa mise en œuvre.

28 Dans la nouvelle Constitution, le droit à l'environnement est affirmé comme un principe individuel (chapitre 5), qu'il s'agisse du droit à un environnement sain et équilibré (article 33) ou du droit à des actions légales en défense de l'environnement. Mais en 2011, deux ans après la proclamation du nouvel État plurinational, le gouvernement a dû faire face au mouvement protestataire le plus grave depuis son accès au pouvoir. Le « conflit du Tipnis », mentionné plus haut, a opposé trois camps : les indigènes refusant la construction d'une route qui traversait leur territoire ; ceux qui comptaient bien que le projet soit mené à terme ; et enfin tous ceux qui y voyaient un État centralisateur en contradiction avec ses principes (que ceux-ci soient ou non partagés). Le positionnement officiel du MAS, à la fois écologiste et proche des préoccupations des indigènes, sembla se heurter à son projet politique et économique visant à intégrer l'Orient amazonien à la dynamique nationale engagée [Gautreau & Perrier-Bruslé, 2019]. La thèse du « capitalisme andino-amazonien »⁸, chère au vice-président Álvaro García Linera, illustrée par le projet de construction d'une véritable économie nationale dotée d'une infrastructure routière permettant à la fois une intégration territoriale inédite et le développement d'un appareil productif commun – une économie au sein de laquelle les communautés rurales bénéficieraient d'une forte redistribution des revenus des hydrocarbures – n'a pas suffi à apaiser les esprits. Pour la première fois, le gouvernement se vit mis en cause par ses propres bases. Tandis qu'une partie du monde académique dénonçait la duplicité du gouvernement en matière de politique des « droits des indigènes et de l'environnement », l'opposition, quant à elle, y trouva un moment propice pour se reconstituer.

29 De même, la politique agricole du nouvel État plurinational tenta de réguler, comme elle s'y était engagée, le commerce des aliments, en privilégiant le marché interne⁹, mais sans se faire accompagner par une croissance de l'agriculture paysanne à la hauteur de la croissance annuelle de l'économie. Au regard de plusieurs observateurs, le constat s'imposa d'une « contradiction entre, d'un côté, une rhétorique discursive forte, prenant la défense des petits et des plus faibles et, de l'autre, une *realpolitik* faisant la part belle à la propriété privée pour étendre et intensifier le front agricole et répondre à la demande interne, tout en développant son potentiel exportateur » [Lacroix & Le Guill, 2019, p. 88]. La stratégie gouvernementale de construction de l'État plurinational semblait marquée, en outre, par l'urgence d'exhiber des résultats rapides afin de pouvoir poursuivre le *proceso de cambio*. De ce point de vue, la garantie de ressources procurées par l'exploitation et l'exportation des hydrocarbures s'imposa comme une nécessité, afin de réduire la pauvreté et de redistribuer les richesses ; elle l'emporta sur les enjeux de préservation de l'environnement, qui semblaient un luxe pour... plus tard.

30 Trois points peuvent être ici brièvement soulignés. Le premier est que le développement censé accompagner la mise en place d'un État plurinational s'est appuyé essentiellement sur la nationalisation des hydrocarbures, qui a permis au



budget national de passer de 7,7 milliards de dollars en 2006 à près de 30 milliards à partir de 2013¹⁰. Le deuxième est que cette hausse du budget a permis au gouvernement d'adopter des politiques sociales induisant une croissance de la consommation des ménages, tout en assurant des indicateurs économiques positifs (dette publique, dette extérieure, balance commerciale, crédits, etc.). Le troisième, enfin, est que la réappropriation de la gestion des ressources naturelles est passée par la restauration de la souveraineté de l'État sur la définition du processus national d'industrialisation, dont le lithium est devenu le nouveau fer de lance. Comme l'affirmait dès 2011 le ministre de l'Économie, Luis Arce Catacora, pour garantir l'équilibre et assumer une politique d'investissements publics, l'État devait cumuler les sept fonctions de « planificateur, entrepreneur, investisseur, régulateur, bienfaiteur, promoteur, banquier » [Arce, 2011, p. 11]. La déclaration visait à convaincre que ce nouveau modèle constituait une « transition vers un nouveau modèle de production socialiste », bien que reposant sur un État omniprésent, au risque de ne pas soutenir suffisamment la pluralité de l'économie ou les formes d'auto-organisation communautaires, syndicales et professionnelles. C'est en particulier la « trahison » envers la cause écologiste au nom d'impératifs économiques qui a été dès lors brandie par une partie des intellectuels, des ONG, voire d'anciennes personnalités politiques, ainsi que par les secteurs anticapitalistes les plus radicaux, comme par une opposition plus conservatrice, pour prendre leurs distances vis-à-vis de cet État plurinationnel qui aurait renoncé à la recherche d'alternatives politiques et économiques de développement. Le ministre des Terres, Alejandro Almaraz, a quitté ainsi ses fonctions au moment de la crise du Tipnis, clamant que la construction d'un nouveau modèle économique, social et communautaire avait finalement été évacuée, non de la rhétorique du gouvernement, mais bien de ses actions [Almaraz, 2015, p. 22].

31 Trahison des premiers engagements, conversion à un développement « néo-extractiviste » [Svampa, 2019] qui ne ferait que substituer un capitalisme d'État aux politiques néolibérales, ou pragmatisme visant à une redistribution rapide et efficace : les lectures diffèrent, mais leur diversité peut expliquer en partie l'érosion progressive, dans les rangs même du MAS, de la croyance en un État plurinationnel capable de rompre avec les modèles antérieurs tout en négociant avec le « bloc foncier-entrepreneurial transformateur de matières premières » [De Boissieu, 2019, p. 230]. Ce qui est en jeu, c'est le contrôle sur les terres concédées aux communautés indigènes et paysannes par l'État néolibéral bolivien, dans les années 1990, alors que celles-ci recèlent, comme le Tipnis, des ressources naturelles considérées comme stratégiques. Le décret suprême 2 366 autorise, à partir de 2015, l'exploration des hydrocarbures dans les aires protégées. L'opposition n'est pas seulement entre écologie et économie, mais aussi entre, d'une part, la possibilité d'un développement communautaire alternatif et, d'autre part, le développement productif reposant sur la propriété individuelle et tentant de concilier l'économie familiale des petits exploitants avec le secteur agro-industriel des *haciendas*. Il serait juste d'objecter ici que l'idéalisation de la gestion communautaire ne prend pas en compte les effets politiques des plans de développement mis en place au niveau local depuis les années 1990, avec le renforcement de pouvoirs locaux, de mécanismes de corruption et de perpétuation des inégalités sociales au sein des communautés [Hale, 2004]. Sortir du local pour envisager la production agricole en termes de développement économique et de redistribution nationale témoigne, de la part du gouvernement, d'une conscience des enjeux politiques de la gestion des ressources naturelles et des aires protégées, un choix d'autant plus « réaliste » que les communautés indigènes



installées sur ces espaces protégés sont relativement peu nombreuses. L'idée d'un modèle de production et d'une économie plurielle est donc passée au second plan en raison de la consolidation d'un productivisme agricole qui s'est imposé sur tout autre modèle. Cela laisse la part belle au paradoxe initial : comment construire un État plurinational inaugurant une ère nouvelle, par un projet émancipateur alternatif qui devrait mener, à terme, à sa disparition ?

Le temps présent et les aléas de la fabrique des sciences sociales

32 Consacrer ce numéro à la Bolivie et à ce moment si particulier de son histoire politique courait le risque d'enfermer l'analyse dans un carcan spatio-temporel, quand l'importance de la diachronie et l'intérêt de penser les connexions hors frontières font aujourd'hui consensus. Une telle réflexion ciblée sur l'État plurinational en Bolivie et ses lectures jusqu'en 2020, est pourtant porteuse de trois vertus. Elle est susceptible, en premier lieu, de faire penser l'articulation des temps en Bolivie, les nations restant une échelle d'analyse viable pour analyser les bouleversements politiques qui s'y produisent : que signifient le *proceso* et son interruption en 2019 ? S'agit-il d'une révolution arrêtée, sur le modèle de celle de 1952, ou bien la récente victoire du MAS qui a replacé Luis Arce à la tête du pays amènera-t-elle à la considérer comme brièvement suspendue puis relancée ? Elle permet, en second lieu, l'articulation des espaces dans une perspective d'histoire globale des transformations constitutionnelles (l'État plurinational suit-il d'autres « modèles » comme l'Équateur ?). Enfin, la troisième et tout aussi importante vertu heuristique de la perspective adoptée dans ce dossier sur les transformations et crises de l'État plurinational de Bolivie est d'inciter à réfléchir à la façon dont peut s'écrire une socio-histoire immédiate des processus interrompus, et de réfléchir à l'attitude des chercheurs et analystes face à ces imprévus de l'histoire. Évoquer les heurs et malheurs de l'État plurinational, c'est s'atteler à comprendre une construction datée et circonscrite de l'histoire bolivienne récente, mais c'est aussi, en s'agissant d'un objet de l'immédiateté, penser les problèmes qui sont liés à la manière de le percevoir, de l'approcher et de l'explicitier.

33 La sociologie étudie depuis toujours les phénomènes et comportements sociaux, les relations, actions et représentations, sur la base d'enquêtes destinées à éclairer la société actuelle, son fonctionnement et ses transformations. L'histoire du temps présent, qui intègre cette actualité pour décrire et comprendre les processus avec les contextualisations, comparaisons et recoupements de sources propres à l'historien, est une démarche plus récente en France [Franck *et al.*, 1993]. L'histoire converge ici avec le projet sociologique de « penser l'actualité », dont l'immédiateté apparente nécessite pourtant un véritable travail de sélection, de reconstruction et d'interprétation, au même titre que les événements du passé. Car « rien n'est plus faux que l'idée que "les faits parlent d'eux-mêmes" » [Bourdieu, 1986] ; en effet, les faits décrits ou privilégiés, la narration choisie, naissent dans un contexte de lutte pour en imposer sens, valeur et enjeux. Les problèmes épistémologiques d'une socio-histoire du temps présent, redoublés par l'agitation de la politique bolivienne de ces deux dernières années, n'ont pas facilité l'élaboration de ce numéro.

3 Première ironie du sort : ce dossier devrait être initialement consacré au *proceso de cambio* désignant donc le projet politique et l'ensemble des réformes menées par le MAS depuis son arrivée au pouvoir, en janvier 2006, en le considérant dans une

perspective de long terme. Les contributeur.e.s du numéro avaient participé à une journée d'étude en juin 2019, à un moment où les sondages donnaient le binôme Morales-García Linera à nouveau gagnant. Mais le dit *proceso* s'est brutalement arrêté au lendemain du premier tour des élections générales d'octobre 2019, entraînant le départ des dirigeants au pouvoir ainsi que la proclamation, au terme de trois semaines de conflits, d'un gouvernement dit « de transition », dont la légalité et la légitimité furent rapidement contestées.

35 Deuxième ironie du sort : les travaux réunis pour ce dossier ont été rédigés au lendemain des événements de l'automne 2019 qui ont précipité la chute du régime, avec ce pari inconfortable consistant à réfléchir aux transformations de « l'ère Morales », au moment où la supposée « récupération de la démocratie » était brandie pour justifier les mesures autoritaires du nouveau gouvernement. Rien n'aurait dû changer sur la lecture de ce passé récent... sauf que tout avait changé dans les faits et qu'il était difficile de faire abstraction de la fin d'un règne, et de la nouvelle dynamique politique engagée. Les questions que se posaient les observateurs allaient davantage alors vers une compréhension de l'usure de pouvoir, et de toutes les insatisfactions capables d'expliquer la perte d'une partie de l'électorat enthousiaste des débuts. Il y eut une injonction de l'immédiateté à penser le pourquoi de la chute plutôt qu'à ressasser les enthousiasmes des débuts. Les travaux reçus et retenus se sont orientés vers des analyses de l'État plurinational, ses défis, ses avatars et ses lectures, d'un point de vue historique, sociologique, juridique ou anthropologique.

36 Troisième ironie du sort : prévues pour janvier, puis mai 2020, les nouvelles élections, qui devaient clarifier les rapports de force à l'œuvre dans la société bolivienne, ont été reportées, du fait de la crise sanitaire et de la propagation de la Covid-19. Fixées au 3 mai, puis au 3 août (pour respecter un délai légal de report de trois mois), ensuite au 6 septembre (le Tribunal suprême électoral ayant sollicité un délai supplémentaire) et finalement au 18 octobre (promulguée comme date limite, suite aux protestations du mois d'août organisées par la Centrale ouvrière bolivienne), les réflexions de l'année 2020 se sont faites au rythme d'une campagne continue et vindicative. Alors que la répression militaire du gouvernement autoproclamé de Jeanine Áñez avait déjà fait 35 morts en octobre, suite aux affrontements de Yapacaní, Sacaba e Senk'ata, la longue période de confinement obligatoire de 2020 s'est prêtée à de nouvelles mesures autoritaires contre les opposants, tout en étant entachée de plusieurs scandales de corruption [Harvard Rights, 2020] et de fortes mobilisations.

37 Face à ces imprévus, les articles de ce numéro ont tenté d'étudier ce temps présent des transformations de la politique et de la société bolivienne sans céder aux injonctions, émotions, et rapports de force de l'ultra-immédiateté, sans plaquer des raisonnements ou des analyses antérieures pour justifier le cours pris par les événements, sans chercher des liens causaux aux phénomènes observés, sans prétendre que l'inattendu était attendu. Si les travaux présentés dans ce dossier embrassent généralement les dernières années de pouvoir du MAS, ils ne se résument ainsi pas à « une histoire de l'instant ». Ils donnent à penser les transformations récentes du pays, ce qui les a préparées et ce qui est en train d'être évacué de la mémoire.

38 L'accumulation d'articles de presse n'a pas facilité non plus la prise en compte d'un temps long déjà souvent écrasé par l'enchaînement précipité des « faits », et en particulier par le « temps suspendu » des campagnes électorales, avec leurs urgences et leurs rebondissements. Restent de nombreux questionnements. Et l'apparition, aussi, de nouveaux étonnements : l'appartenance ethnique à un groupe indigène qui



semblait pouvoir être revendiquée, un temps, comme un capital positif, redevint, en 2020, un stigmaté officiel. Le darwinisme social remis au goût du jour par le gouvernement de Jeanine Áñez a agité des préjugés d'un autre siècle : les indigènes étaient une caste sans possibilité de développement, des « sauvages » qui devaient « retourner dans le Chaco », tandis que le vice-ministre de l'Éducation s'étonnait, en boutade publique, que les *ponchos rojos*, ces représentants politiques des communautés indigènes de l'Altiplano, veuillent désormais étudier. Se proclamer contre l'État plurinational et anti-MAS fut assumé non seulement comme un positionnement politique et idéologique, mais aussi comme un signe de supériorité sociale et ethnique. S'il est sans doute encore trop tôt pour prétendre rapporter le passé de l'année dernière « tel qu'il s'est passé », il reste toujours possible de réfléchir à ses déterminants et à ses effets, à ses réceptions et prégnances sur la succession de « présents » qui nous sont offerts à observer et à analyser.

39 Ce dont traite ce dossier relève ainsi d'une mémoire chaude, brûlante même, qui alimente une demande sociale légitime, mais à partir de matériaux au statut complexe. Ainsi nombre d'indignations de novembre-décembre 2019 face à la supposée « fraude électorale » ont fait place au sentiment d'avoir été abusé ou, en tout cas, de ne pas maîtriser ce qui relevait de la fraude ou pas¹¹. Le matériau de l'hiver 2019-2020, largement imprégné du poids de ces accusations, n'était déjà plus le même au cours de l'été 2020, en pleine pandémie mal gérée et au milieu des cas répétés de corruption ou de violation des droits les plus fondamentaux [Harvard Rights, 2020]. Il serait encore différent aujourd'hui, après la victoire écrasante du nouveau binôme Luis Arce Catacora et David Choquehuanca, montrant que le MAS et ses ambitions économiques et sociales pouvaient survivre à Evo Morales. L'histoire bolivienne semble ainsi confirmer sa tendance profondément pendulaire, avec des réformes révolutionnaires systématiquement suivies des réformes conservatrices les plus virulentes, mais qui n'ont pas su, cette fois, s'installer durablement.

Bibliographie

Sources, discours et articles de presse cités

ARCE CATACORA Luis Alberto, « El nuevo modelo económico, social, comunitario y colectivo », *Economía Plural*, sept. 2011.

CALVO Rómulo, « Discurso ante la asamblea de la Cruceñidad », 11 août 2020.

CPE, « Preámbulo de la Constitución Política del Estado », *Constitución Política del Estado*, Bolivia (7 février 2009).

GARCÍA LINERA Álvaro, « Discurso en la Escuela de Fortalecimiento y Formación Política “Evo Morales Ayma” », La Paz (10 mars 2009)

HARVARD Rights, *Summary executions and widespread repression under Bolivia's interim government reports rights advocates from Harvard and University Network for Human Rights* (27 juillet 2020) : <https://www.humanrightsnetwork.org>

LAVAUD Jean-Pierre, « Bolivie : l'invasion du territoire indigène et parc protégé Isiboro Sécuré », *Mediapart* (11 mars 2019).

MARIETTE Maëlle, « En Bolivie, mérites et limites d'une "révolution" pragmatique », *Le Monde diplomatique*, sept. 2019.

MORALES Evo, « Discurso de posesión del Presidente Constitucional de la República » (29 janvier 2006).



MORALES Evo, « Discurso en las Naciones Unidas. Nueva York » (19 septembre 2006).

STEFANONI Pablo & MOLINA Fernando, « Comment Evo est tombé », *Mediapart* (14 novembre 2019) : <https://blogs.mediapart.fr/pablo-stefanoni/blog/141119/bolivie-comment-evo-est-tombe>

Bibliographie

ABERCROMBIE Thomas, 1998, *Pathways of Memory and Power. Ethnography and History Among an Andean People*, Madison, Wisconsin UP.

ACHI Amona & DELGADO Marcelo, 2007, *A la conquista de un lote. Estrategias populares de acceso a la tierra urbana*, La Paz, Fundación PIEB/UMSS.

ALBÓ Xavier, 2002, *Pueblos indios en la política*, La Paz, Cipca/Plural.

ALBÓ Xavier, GREAVES Tomás & SANDOVAL Godofredo, 1981-1985, *Chukiyawu, la cara aymara de La Paz*, 4 t., La Paz, Cipca.

ALMARAZ Alejandro, 2015, « El MAS abraza el modelo capitalista. Notas críticas en torno a la Cumbre agropecuaria "Sembrando Bolivia" », *Petropress*, n° 35, p. 22-26.

ARBONA Juan Manuel & KOHL Benjamin, 2004, « City profile: La Paz-El Alto », *Cities*, vol. 21, p. 255-265.

ARBONA Juan Manuel, CANEDO María Elena, MEDEIROS Carmen & TASSI Nico, 2016, *El proceso de cambio popular: un tejido político con anclaje país*, La Paz, CIS.

BARRAGÁN Rossana & RIVERA Silvia (dir.), 1997, *Debates postcoloniales: una introducción a los Estudios de la Subalternidad*, La Paz, Universidad Surcolombiana.

BOURDIEU Pierre, 1984, *Homo academicus*, Paris, Minuit.

BOURDIEU Pierre, 1986, « La science et l'actualité », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 61, p. 2-3.

BOUYSSÉ-CASSAGNE Thérèse, HARRIS Olivia, PLATT Tristan & CERECEDA Veronica, 1987, *Tres reflexiones sobre el pensamiento andino*, La Paz, Hisbol.

CAJÍAS Fernando, BARRAGÁN Rossana, CAJÍAS Magdalena & MEDINACELI Ximena, 2007, *La Paz, historia de contrastes*, La Paz, Fundación Nuevo Norte.

CALDERÓN Fernando & SZMUKLER Alicia, 2000, *La Política en las calles*, La Paz, Ceres/Plural/UASB.

CIELO Cristina & REDNER Céspedes Quiroz, 2008, *Participaciones periurbanas. Del control social a los movimientos sociales*, La Paz, Plural Editores.

COMBÈS Isabelle, 2005, *Etno-historias del Isoso. Chané y chiriguano en el Chaco boliviano (siglos XVI a XX)*, La Paz, IFEA/PIEB.

CRABTREE John, GRAY MOLINA George & WHITEHEAD Laurence (dir.), 2009, *Tensiones irresueltas. Bolivia, pasado y presente*, La Paz, Pnud/Plural Editores.

CRABTREE John & CHAPLIN Ann, 2013, *Bolivia: proceso de cambio*, La Paz, Oxfam/Cedla/Fundación PIEB.

DABÈNE Olivier (dir.), 2012, *La Gauche en Amérique latine*, Paris, Presses de Sciences Po.

DE BOISSIEU Dimitri, 2019, *Bolivia : l'illusion écologiste. Voyage entre nature et politique au pays d'Evo Morales*, Québec, Ecosociété.

DO ALTO Hervé & STEFANONI Pablo, 2008, « Nous serons des millions », *Evo Morales et la gauche au pouvoir en Bolivie*, Paris, Raisons d'agir.

DUNKERLEY James, 2003 [1987], *Rebelión en las venas. La lucha política en Bolivia (1952-1982)*, La Paz, Plural Editores.

DURÁN Jaime, ARIAS Karen & RODRÍGUEZ Marcelo, 2007, *Casa aunque en la punta del cerro. Vivienda y desarrollo de la ciudad de El Alto*, La Paz, Fundación PIEB.

FARTHING Linda & KOHL Benjamin, 2014, *Evo's Bolivia: Continuity and Change*, Austin, University of Texas Press.

FOSTER Vivien & IRUSTA Osvaldo, 2003, « Does Infrastructure Reform Work for the Poor? A Case Study on the Cities of La Paz and El Alto, Bolivia », *World Bank Policy Research Working*



Paper, n° 3177.

FRANCK Robert & IHTP, 1993, *Écrire l'histoire du temps présent. En hommage à François Bédarida*, Paris, CNRS.

GADÉA Élise, 2019, « Le pluralisme juridique à l'épreuve des pratiques communautaires en Bolivie. Politiques d'administration de la "justice indigène originaire paysanne" », thèse de socio-anthropologie, Paris III, sous la direction de Franck Poupeau.

GARCÍA LINERA Álvaro, 2011, *Las tensiones creativas de la Revolución*, La Paz, Vice-presidencia.

GARCÍA LINERA Álvaro, 2012, *Geopolítica de la Amazonía*, La Paz, Vice-presidencia.

GARCÍA LINERA Álvaro, 2013, *9 tesis sobre el capitalismo*, La Paz, Vice-presidencia.

GARCÍA LINERA Álvaro, 2017, *¿Fin de ciclo progresista o proceso por oleadas revolucionarias?*, La Paz, Vice-presidencia.

GARCÍA LINERA Álvaro *et al.*, 2000, *El retorno de la Bolivia plebeya*, La Paz, Muela del Diablo.

GARCÍA ORELLANA Luis Alberto & GARCÍA YAPUR Fernando Luis, 2010, *Mutaciones del campo político en Bolivia*, La Paz, Pnud.

GAUTREAU Pierre & PERRIER BRUSLÉ Laetitia, 2019, « Forest management in Bolivia under Evo Morales: The challenges of post-neoliberalism », *Political Geography*, vol. 68, p. 110-121.

GILL Lesley, 2000, *Teetering on the Rim. Global Restructuring, Daily Life, and the Armed Retreat of the Bolivian State*, New York, Columbia University Press.

GOLDSTEIN Daniel, 2004, *The Spectacular City: Violence and Performance in Urban Bolivia*, Durham, Duke University Press.

GONZÁLEZ ORTEGA Nelson (dir.), 2017, *Bolivia en el siglo XXI. Trayectorias históricas y proyecciones políticas, económicas y socioculturales*, La Paz, Plural Editores/Univ. de Oslo/Iberoamericana Vervuet.

GUAYGUA Germán, QUISBERT Máximo & RIVEROS Angela, 2003, « The Presence of Aymara Traditions in Urban Youth Culture: Tales About the Multiculture of El Alto, Bolivia », dans Ton SALMAN & Annelies ZOOMERS (dir.), *Imaging the Andes: Shifting Margins of a Marginal World*, Amsterdam, Aksant/Cedla, p. 288-300.

HALE Charles R., 2004, « Rethinking indigenous politics in the era of the "indio permitido" », *NACLA Report on the Americas*, vol. 38, n° 2, p. 16-21.

HARRIS Olivia, 2000, *To Make the Earth Bear Fruit. Ethnographic Essays on Fertility, Work and Gender in Highland Bolivia*, Londres, Institute of Latin American Studies.

HERNÁNDEZ Beatriz & VELÁSQUEZ-CASTELLANOS Iván (dir.), 2019, *Evaluación de la economía y del desarrollo en Bolivia, Avances, retrocesos y perspectivas*, La Paz, Konrad Adenauer Stiftung/Fundación Inesad, p. 135-174.

HYLTON Forrest & THOMSON Sinclair, 2007, *Revolutionary Horizons. Past and Present in Bolivian Politics*, Londres/New York, Verso.

KESTEL Laurent, 2012, *La Conversion politique. Doriot, le PPF et la question du fascisme français*, Paris, Raisons d'agir.

KOHL Benjamin, 2004, « Privatization Bolivian Style: a Cautionary Tale », *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 28, n° 4, p. 893-908.

LACROIX Laurent & LE GOUILL Claude, 2019, *Le « processus de changement » en Bolivie*, Paris, IHEAL.

LASERNA Roberto *et al.*, 2009, *Poder y cambio en Bolivia (2003-2007)*, La Paz, Fundación PIEB.

LAURIE Nina & CRESPO Carlos, 2007, « Deconstructing the best case scenario: lessons from water politics in La Paz-El Alto, Bolivia », *Geoforum*, vol. 38, p. 841-854.

LAZAR Sian, 2008, *El Alto, Rebel City. Self and Citizenship in Andean Bolivia*, Durham, Duke University Press.

LEDO Carmen, 2005, *Agua potable a nivel de hogares con una dimensión de género: derecho de las mujeres al agua en las ciudades de El Alto, La Paz y Cochabamba*, Cochabamba, Ceplag/UMSS.

LE Gouill Claude, MUÑOZ Joan C. & POUPEAU Franck, 2019, « Coupures d'eau et crise politique. Recomposition des coalitions et stabilité des politiques hydriques en Bolivie », *Politix* 32,



n° 127, p. 135-159.

MAMANI Pablo, 2005, *Microgobiernos barriales. Levantamiento de la ciudad de El Alto (Octubre 2003)*, La Paz, Cades/IDIS.

MARTINEZ Françoise, 2005, « Pour une nation blanche, métisse ou pluriethnique et multiculturelle ? », dans Rolland DENIS (dir.), *Pour comprendre la Bolivie d'Evo Morales*, Paris, L'Harmattan.

MARTINEZ Françoise, 2010, *Régénérer la race. Politique éducative en Bolivie*, Paris, IHEAL.

NICOLAS Vincent & QUISBERT Pablo, 2014, *Pachakuti. El retorno de la nación. Estudio comparativo del imaginario de nación de la Revolución Nacional y del Estado Plurinacional*, La Paz/Sucre, PIEB.

OPORTO Henry (dir.), 2015, *Bolivia: encrucijadas en el siglo XXI. Visiones e ideas para una agenda de país*, La Paz, Plural.

PERALES MIRANDA Victor Hugo, 2008, *Chikat, chikatuma jaljasiña. Uso, manejo y gestión del agua desde una perspectiva de género*, La Paz, PIEB.

PERALES MIRANDA Victor Hugo, 2014, « Agua y saneamiento autoconstruidos en La Paz (Bolivia) », *Revista Integra Educativa*, vol. 7, n° 1, p. 139-156.

PERRAULT Thomas, 2006, « From the Guerra Del Agua to the Guerra Del Gas: Resource Governance, Neoliberalism and Popular Protest in Bolivia », *Antipode*, vol. 38, n° 1, p. 150-172.

PLATT Tristan, BOUYSSÉ-CASSAGNE Thérèse, HARRIS Olivia & SAIGNES Thierry, 2006, *Qaraqara-Charka. Mallku, Inca y Rey en la provincia de Charcas (siglos XV-XVII). Historia antropológica de una confederación aymara*, La Paz, IFEA/Plural/University of St Andrews, University of London, Inter American Foundation, Fundación Cultural del Banco Central de Bolivia.

POSTERO Nancy, 2017, *The Indigenous State. Race, Politics, and Performance in Plurinational Bolivia*, Oakland, University of California Press.

POUPEAU Franck, 2008, *Carnets boliviens (1999-2007). Un goût de poussière*, Paris, Aux lieux d'être.

POUPEAU Franck, 2009, « Las ciudades del Altiplano: Tendencias de la investigación urbana en Bolivia durante los años 2000. Síntesis bibliográfica », *Bulletin de l'Institut français d'études andines*, vol. 38, n° 2, p. 365-377.

PROST Antoine, 2000, « Pour une histoire sociale du temps présent », dans *Écrire l'histoire du temps présent*, Paris, CNRS éditions.

QUINTANA Juan Ramón (dir.), 2016, *BoliviaLeaks. La injerencia política de Estados Unidos contra el proceso de cambio (2006-2010)*, La Paz, Ministerio de la Presidencia-Clacso.

RIVERA CUSICANQUI Silvia, 1986, *Oprimidos pero no vencidos. Luchas del campesinado aymara y qhechwa de Bolivia, 1900-1980*, Urbana-Champaign, Instituto de Investigaciones de las Naciones Unidas para el Desarrollo Social.

RIVERA CUSICANQUI Silvia, 2010, *Ch'ixinakax utxiwa: una reflexión sobre prácticas y discursos descolonizadores*, Buenos Aires, Tinta Limón.

SAIGNES Thierry, 1985, *Los Andes orientales. Historia de un olvido*, Lima, IFEA.

SAIGNES Thierry, 1990, *Ava y Karai. Ensayos sobre la historia chiriguano*, La Paz, Hisbol.

SAIGNES Thierry, 2007, *Historia del pueblo chiriguano*, La Paz, Plural/IFEA.

SALMÓN Josefa, 1997, *El espejo indígena: el discurso indígena en Bolivia*, La Paz, Plural.

SANDOVAL Godofredo & SOSTRES Fernanda, 1989, *La ciudad prometida. Pobladores y organizaciones sociales en El Alto*, La Paz, Editorial Systema/Ildis.

SANJINÉS Javier, 2005, *El espejismo del mestizaje*, Lima, IFEA.

SCHAVELZON Salvador, 2012, *El nacimiento del Estado Plurinacional de Bolivia*, La Paz, Plural/Cejis/Iwgia/Clacso.

SPRONK Susan, 2007, « Roots of Resistance to Urban Water Privatization in Bolivia: The New Working Class, the Crisis of Neoliberalism, and Public Services », *International Labor and Working-Class History*, vol. 71, n° 1, p. 8-28.

SUÁREZ Hugo José, 2009, *Bolivia : la révolution démocratique*, Charleroi, Éditions ABSL.

SUÁREZ Hugo José, 2018, *¿Todo cambia? Reflexiones sobre el « proceso de cambio » en Bolivia*, Mexico, Universidad Nacional Autónoma de México/Instituto de Investigaciones



Sociales.

SVAMPA Maristela, 2019, *Las fronteras del neoextractivismo en América latina. Conflictos socioambientales, giro ecoterritorial y nuevas dependencias*, Bielefeld, Bielefeld University Press.

TSOLAKIS Andreas, 2010, *The Reform of the Bolivian State: Domestic Politics in the Context of Globalization*, Boulder, Lienne Rienner Publishers.

VEYNE Paul, 1971, *Comment on écrit l'histoire*, Paris, Seuil.

WANDERLEY Fernanda, 2009, *Crecimiento, empleo y bienestar social. ¿Porque Bolivia es tan desigual?*, La Paz, Cides-UMSA.

WEBBER Jeffery, 2011, *From Rebellion to Reform in Bolivia: Class Struggle, Indigenous Liberation, and the Politics of Evo Morales*, Chicago, Haymarket.

WEBER Max, 2003 [1924], *Économie et société*, t. 2, Paris, Pocket.

WIDMARCK Charlotta, 2003, *To Make Do in the City. Social Identities and Cultural Transformations among Aymara Speakers in La Paz*, Uppsala, Acta Universitatis Upsaliensis, Studies in Cultural Anthropology n° 36.

ZEGADA María Teresa, ARCE Claudia, CANEDO Gabriela & QUISPE Alber, 2011, *La democracia desde los márgenes: Transformaciones en el campo político boliviano*, La Paz, Muela del Diablo/Clasco.

ZUAZO Moira, 2008, *¿Cómo nació el MAS? La ruralización de la política en Bolivia*, La Paz, Friedrich Ebert Stift.

Notes

1 En Bolivie, les élections générales concernent à la fois le président et les chambres (Parlement et Sénat).

2 Pour être élu président au premier tour (article 167 de la Constitution), il faut remporter plus de 50 % des suffrages, ou remporter plus de 40 % des suffrages avec une avance de 10 points au moins sur le deuxième candidat. Le 20 octobre au soir, les premières estimations données, comme à chaque élection, sur un scrutin partiellement dépouillé (82 % des votes) et appelé « comptage rapide » (qui n'est pas le dépouillement général, seul officiellement valide), confèrent une nette avance du MAS, mais insuffisante pour l'emporter dès le 1^{er} tour (45,28 % contre 38,16 %). Restaient donc aux 17 % de votes non comptabilisés et venant de provinces plus éloignées, traditionnellement favorables au MAS, de faire la différence. Pourtant, Mesa annonçait déjà qu'il y aurait un 2nd tour et que tout autre résultat serait refusé. Le lendemain, le Tribunal suprême électoral a communiqué les chiffres quasiment définitifs : 47 % pour le MAS et 36 % pour Mesa, mais l'opposition a dénoncé une interruption inexplicée du comptage des votes dans la nuit et en a appelé à une mobilisation générale contre « la fraude », avec le soutien alors avéré de l'OEA, dont les rapports seraient ensuite contestés.

3 Tandis que les formes d'organisation communautaires font référence aux regroupements d'habitants en milieu rural, les formes *vecinales* renvoient, quant à elles, aux organisations d'habitants d'un même quartier urbain qui cherchent à débattre et à mener des actions au service de leur intérêt en tant que collectif. Ces structures de base sont regroupées, dans les villes, au sein de fédérations de *Juntas Vecinales* qui sont souvent partie prenante dans la cogestion des affaires publiques, ou qui exercent un contrepoids citoyen effectif face aux administrations municipales.

4 L'organisation du THOA naît de l'initiative d'un groupe d'intellectuels aymaras cherchant à procéder à une « relecture » de l'histoire aymara contemporaine, en utilisant le témoignage oral comme ressource fondamentale. Le travail de l'atelier commence en 1983 par une première étude des « rébellions andines », dont l'histoire officielle se plaisait à répéter le caractère « irrationnel » et « sanglant », dans le prolongement du livre de Silvia Rivera, *Oprimidos pero no vencidos* [1986]. Voir aussi Rivera, 2010.

5 Sur le rôle de ces recensements, et notamment du retentissement de la consultation de 2001 qui révélait que 62 % de la population s'auto-désignait comme indigène, voir Nicolas & Quisbert, 2014.

6 L'expression si souvent citée dans la presse, reprend les déclarations de Jeanine Áñez, lorsqu'elle entra dans le Palais présidentiel pour prendre ses fonctions, le 13 novembre 2019 : « Dieu a permis que la Bible retourne au Palais. Qu'il nous bénisse ! ». Depuis 2006 et l'arrivée



d'Evo Morales au pouvoir, les fonctionnaires n'étaient plus tenus de jurer sur la Bible comme auparavant, ils juraient simplement de servir leur pays en levant le poing gauche et en posant la main droite sur le cœur.

7 Nom donné, en Bolivie, à la partie est du pays, en forme de demi-lune, comprenant quatre départements (du nord au sud : Pando, Beni, Santa Cruz, Tarija).

8 Ce modèle économique, théorisé par Álvaro García Linera depuis le début des années 2000, était pensé comme une étape vers un état post-capitaliste, le socialisme communautaire. Il réclamait la construction d'un État fort, capable de réguler l'expansion de l'économie industrielle, d'extraire ses excédents et de les transférer vers les communautés indigènes pour rendre possibles des formes d'auto-organisation locales.

9 À partir de 2012, une aide aux petits producteurs est assurée par l'Entreprise d'aide à la production d'aliments (Emapa), une structure étatique créée en 2007 pour équilibrer la concurrence entre les secteurs très inégaux de petits agriculteurs et de gros agroindustriels de l'Orient amazonien. Celle-ci est destinée à « stabiliser le marché intérieur des produits agricoles, en achetant au meilleur prix la production de petits et moyens agriculteurs, forçant ainsi les agro-industriels à leur offrir des rémunérations plus justes » [Mariette, 2019]. L'institution rachète aux petits exploitants leurs produits (riz, blé, maïs, etc.) à des prix supérieurs à ceux du marché quand ils sont trop bas. L'agro-industrie se trouve alors contrainte d'aligner ses prix, voire de surenchérir. L'Emapa permet ainsi de lutter contre l'inflation provoquée par les agro-industriels de l'Orient.

10 Sur l'économie bolivienne, voir Hernández & Velásquez-Castellanos, 2019.

11 Le rapport CEPR (Center for Economic and Policy Research) dénonce les irrégularités du rapport de l'OEA qui a servi à invalider les résultats du premier tour et qui a été repris par différents organes de presse à l'international.

Pour citer cet article

Référence papier

Françoise Martinez et Franck Poupeau, « Introduction. « La Bolivie d'Evo Morales » : éléments pour une socio-histoire immédiate », *Cahiers des Amériques latines*, 96 | 2021, 23-46.

Référence électronique

Françoise Martinez et Franck Poupeau, « Introduction. « La Bolivie d'Evo Morales » : éléments pour une socio-histoire immédiate », *Cahiers des Amériques latines* [En ligne], 96 | 2021, mis en ligne le 10 octobre 2021, consulté le 06 février 2022. URL : <http://journals.openedition.org/cal/12448> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cal.12448>

Auteurs

Françoise Martinez

Professeure d'histoire et civilisation de l'Amérique latine à Sorbonne université, chercheuse du Centre de recherches interdisciplinaires sur les mondes ibériques contemporains (Crimic - équipe Iberhis).

Françoise MARTINEZ est professeure d'histoire et civilisation de l'Amérique latine à Sorbonne Université, chercheuse du Centre de recherches interdisciplinaires sur les Mondes ibériques contemporains (Crimic EA 2561 - équipe Iberhis). Ses recherches portent sur l'histoire politique contemporaine de la Bolivie, l'histoire des politiques éducatives, l'histoire intellectuelle, et celle des politiques symboliques (Mexique, Bolivie, xix^e et xx^e siècle). Elle a dirigé et participé à plusieurs programmes de recherches sur ces thématiques, le dernier en date intitulé « Vitrines nationales et stratégies étatiques de communication lors des commémorations des centenaires et bicentennaires des indépendances en Amérique du Sud ». Elle a publié de nombreux articles, numéros thématiques et, notamment, les ouvrages « *Régénérer la race* ». *Politique éducative en Bolivie (1898-1920)* (IHEAL-La Documentation française, 2010) et *Fêter la nation. Mexique et Bolivie pendant leur premier siècle de vie indépendante (1810-1925)* (Presses U. de Nanterre, 2017). La version traduite du premier est actuellement sous presse en Bolivie.



Articles du même auteur

Álvaro García Linera (coord.), Marxa Chávez León, Patricia Costas Monje, *Sociología de los movimientos sociales en Bolivia. Estructuras de movilización, repertorios culturales y acción política* [Texte intégral]

La Paz, Diakonia / Oxfam, 2004, 688 p.

Paru dans *Cahiers des Amériques latines*, 51-52 | 2006

Franck Poupeau, *Carnets boliviens. Un goût de poussière* [Texte intégral]

Montreuil, Aux lieux d'être, coll. « Enquêtes », 2008, 216 p.

Paru dans *Cahiers des Amériques latines*, 66 | 2011

Véronique Marchand, *Organisations et protestations des commerçantes en Bolivie*

[Texte intégral]

Paris, L'Harmattan, 2006

Paru dans *Cahiers des Amériques latines*, 53 | 2006

Franck Poupeau

Directeur de recherche au CNRS, affecté à l'Institut français d'études andines (La Paz, Bolivie), directeur de recherche au Creda UMR 7227.

Franck POUPEAU est directeur de recherche au CNRS, affecté à l'Institut français d'études andines (La Paz, Bolivie), directeur de recherche au Creda UMR 7227. Il a été directeur, entre 2012 et 2017, de l'unité mixte internationale de recherche iGlobes (Interdisciplinary and Global Environmental Studies) basée à l'université d'Arizona. Ses recherches portent sur les inégalités urbaines et les politiques de l'eau en Amérique du Sud et aux États-Unis. Il a publié de nombreux articles et ouvrages dont les plus récents sont *The Field of Water Policy: Power and Scarcity in the American West* (Routledge, 2019), *Water Conflicts and Hydrocracy* (IEE, 2018), *Water Bankruptcy in the Land of Plenty* (CRC Press, 2016), et *Water Regimes: Beyond the Public and Private Sector Debate* (Routledge, 2016). Son dernier ouvrage *Altiplano. Fragments d'une révolution (Bolivie, 1999, 2019)* (Raisons d'agir, 2021) rassemble plus de vingt ans de travaux de terrain sur les conflits socio-environnementaux dans la région andine et la Bolivie.

Articles du même auteur

Pierre-Louis Mayaux, *La Privatisation dans tous ses états : protestations et consentement dans les services d'eau d'Amérique latine* [Texte intégral]

Paris, L'Harmattan, 2016

Paru dans *Cahiers des Amériques latines*, 91 | 2019

Alfredo Gomez-Muller (dir.), *Le Postcolonial en Amérique latine* [Texte intégral]

Paris, Éditions Kimé, 2016

Paru dans *Cahiers des Amériques latines*, 90 | 2019

Droits d'auteur



Les *Cahiers des Amériques latines* sont mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution – Pas d'utilisation commerciale – Pas de modification 4.0 International.

